

L'UPRONA de 1961 à 2011 : Triste saga du parti de Rwagasore

@rib News, 22/09/2011 LE PARTI UPRONA APRES 50 ANNEES : QU'EST-CE QUI RESTE DE SA VICTOIRE ? Par Bukumi Anne Josiane et Albanel Simpemuka

Ce dimanche le 18 septembre, le parti Uprona (Union pour le progrès national) vient de célébrer le cinquantième anniversaire de sa victoire historique de 1961. Les observateurs burundais s'interrogent sur les fruits de cette victoire qui, au départ, était la leur. Un bref aperçu historique de la triste saga de ce parti, qui avait tout pour réussir, peut orienter la réflexion sur sa capacité à sortir d'une logique passiviste. Le premier multipartisme au Burundi après la deuxième guerre mondiale, l'ONU demande aux pays colonisateurs d'octroyer l'indépendance aux pays colonisés. Vers la fin des années 1950 et le début de 1960, on assiste à la création de partis politiques au Burundi. C'est l'ordonnance n° 111/105 du 15 juin 1959 qui autorise la création des associations politiques, moyennant préalablement une déclaration auprès de l'administration publique. L'UPRONA a été créée en janvier 1960. La même année seront enregistrés le PP et le PDC. A cette époque, les principaux sont : l'Uprona dirigé par le prince Louis Rwagasore ; le PDC, dirigé par Biroli et Ntidendereza, tous les deux fils du prince Pierre Baranyanka. Nous assistons aussi à une éclosion d'une vingtaine d'autres petits partis gravitant autour de l'UPRONA et du PDC, notamment du PP (parti du peuple), de l'Union pour la promotion Hutu etc. La création de l'UpronaLe Parti Uprona a été créée par le prince Louis Rwagasore en 1958. Son objectif principal était de lutter contre l'occupation belge et pour l'obtention de l'indépendance du pays. En mars 1960, l'Uprona fait son premier congrès et réclame l'indépendance immédiate du Burundi. Par contre, le PDC (Parti Démocrate Chrétien) dirigé par Biroli et soutenu par la Belgique, soutient le retardement de l'indépendance du Burundi. En octobre 1960, le Prince Louis Rwagasore est mis en résidence surveillée au Sud du pays à Bururi, alors que les élections communales sont organisées. Supervisées par la Tutelle belge, ces dernières sont gagnées par le PDC et ses satellites du Front commun. Rwagasore, un homme rassembleurLe prince Louis Rwagasore, fils du Roi Mwambutsa IV et de la reine Thérèse Kanyonga est né le 10 janvier 1932 à Gitega. De 1939 à 1945, il fait ses études primaires successivement à Bukeye, Kanyinya puis Gitega. De 1945 à 1951, il fréquente le Groupe Scolaire des frères de la Charité d'Astrida à Butare au Rwanda. Par après, il poursuit ses études à l'Université d'Anvers. Il commence sa carrière politique en 1956. Le 12 septembre 1959, le prince Louis Rwagasore épouse Marie Rose Ntamikeyvyo dont il aura deux filles. Ces dernières furent tuées. Notons aussi que les bras droits de Rwagasore dans la direction de l'Uprona sont Paul Mirerekano, Pierre Ngendandumwe et Thaddée Siryuyumusi. La victoire de l'Uprona et l'assassinat du prince Louis RwagasoreDepuis 1960, le Prince Rwagasore lutte avec acharnement contre le colonisateur. Il incite la population à la révolte. Il sensibilise tout le pays au refus de paiement de l'impôt de la personne physique et au boycott des magasins belges. Lors des élections législatives du 18 septembre 1961, l'Uprona rafle 58 sièges de députés sur les 64. Le 26 septembre le premier ministre Louis Rwagasore entre en fonction. Mais les milieux du PDC, de connivence avec la métropole cherchent à tout prix à l'éliminer. C'est ainsi qu'un tireur au nom de arrive au Burundi en provenance de l'Egypte. Dans les accords secrets, il devrait toucher trois millions de francs belges après la prise de possession et obtenir une place importante dans une société belge à Bujumbura. Le 13 octobre, le prince Rwagasore est assassiné par Kageorgis qui lui tire une balle dans la tête au restaurant Tanganyika. La tutelle belge qui détient toujours l'administration avant l'indépendance, poursuit les comploteurs. Sont arrêtés Ntidendereza, Biroli, Kageorgis et d'autres personnes dont le conducteur du véhicule du crime. Cependant les mains instigatrices mais cachées de la tutelle Belge n'apparaissent pas au tribunal, surtout que beaucoup de juges sont des belges. Le 1 juillet 1962, comme prévu, l'indépendance du Burundi est proclamée. Kageorgis sera condamné et exécuté par fusillade le 10 juin 1962 la veille de l'indépendance Quant à Biroli et Ntidendereza, ils seront jugés de manières expéditives et pendus à Gitega en janvier 1963. Depuis 1962, aucune enquête profonde, à l'instar de celle qui a été diligentée sur le mort de Lumumba, n'a jamais été menée. Mais l'implication de certains membres du gouvernement belge de l'époque n'est qu'un secret de polichinelle. Aucun pouvoir politique au Burundi n'a jamais évoqué cette question. Les membres de la famille du prince Louis Rwagasore n'ont jamais été indemnisés. Politiquement, le peuple burundais doit lui aussi être indemnisé, car la crise provoquée par la mort tragique du prince Louis Rwagasore a toujours des conséquences sur la situation politique d'aujourd'hui. L'Uprona de 1962 à 1966 : un parti intolérant et violentAprès la mort du prince Rwagasore, on assiste à l'abandon de la ligne du parti. L'idéal d'union est mis à mal par des tensions à caractère idéologique, avec la formation des ailes Monrovia et Casablanca. Le parti, incapable de conduire une véritable démocratie interne, devient de plus en plus intolérant. Le terrorisme de l'Uprona et de sa Jeunesse Nationaliste Rwagasore (J.N.R) entraîna la disparition du Front commun. Les dirigeants des partis dits populaires (Parti du Peuple, Voix du Peuple Urundi.) furent pourchassés et certains comme Nigane Emmanuel et Birihiyuma Jean durent s'exiler au Congo. Le P.P., interdit en 1962, ne sera reconstitué que le 31 mars 1965 dans la perspective des élections législatives du 10 mai 1965. Ces élections donnèrent les scores suivants : Uprona : 21 députés sur 33, soit 70% ; P.P. 10 députés et 2 indépendants. Au sénat : Uprona : 12 ; PP. 4. Instrument aux mains de l'exécutif, l'UPRONA n'occupe plus la position dominante sur les appareils politiques. Cette position est assumée par l'institution monarchique incarnée par le roi Mwambutsa, même si celle-ci lui sera disputée et ravie plus tard. Au niveau interne, l'UPRONA ne connaît pas de véritable démocratie : des rivalités personnelles et ethniques faussent le jeu démocratique. Par exemple, le 12 août 1962, Paul Mirerekano, président par intérim de ce parti, est arrêté pour avoir tenu un meeting, par le ministre de l'intérieur Jean Ntiruhwama, pourtant du même parti mais d'une ethnie différente. De même, les irrégularités lors de la désignation du président central du parti en septembre 1962 montrèrent son caractère non démocratique. Se voulant parti des masses, il embrigade la jeunesse qu'il utilise à des actes d'agression. Son intolérance déboucha sur un système non compatible avec le multipartisme. Le Parti-EtatC'est le 23 novembre 1966, que l'UPRONA est proclamé parti unique. Cinq jours avant la prise de pouvoir par le capitaine Michel Micombero ne s'empare du pouvoir en proclamant la république. Il faudra attendre 1974 pour disposer d'une nouvelle constitution. Celle-ci stipule en son article 18 : « La République du Burundi adopte le principe du parti unique, désigné UPRONA. » (article 18). Tous les pouvoirs sont confondus au sein du parti et concentrés entre

les mains de son chef, Président de la République et Secrétaire Général du parti, chef de l'Etat et du Gouvernement. Malgré les apparences, le parti n'est pas l'appareil suprême mais un outil aux mains du Président de la République, l'oligarchie qui l'entoure. A bien des égards le parti UPRONA se comporte comme un parti fasciste : l'appareil suprême est l'armée encadrée par un Comité National de la Révolution de 10 officiers, devenu en 1971 le Conseil Suprême de la République, composé de 22 officiers tous issus de la même ethnie. Le mouvement des jeunes du parti : successivement baptisé JNR, JRR, puis UJRB constitue une milice embrigadée, dédiée aux « uvres de terreur et d'assassinat politique » surtout au moment des crises politiques. La constitution de Bagaza était une peine meilleure que celle de Micombero. Le Parti UPRONA reste unique, mais devient un parti à masse comme le stipule l'article 22 de la constitution : « Le Parti canalise et reflète les aspirations profondes du peuple. Il oriente la politique générale du pays, inspire et contrôle l'action de toutes les institutions de l'Etat » (article 24). Mais, contrairement aux partis de masses socialistes, on ne pratique pas ici le centralisme démocratique : le chef de l'Etat, objet du culte de la personnalité contrôle toutes les activités politiques et leur impose l'orientation. Dans ce cadre monolithique, l'Assemblée nationale est un organe universel direct, avec le cinquième des députés nommés par le Président de la République, on était loin de la démocratie. L'encore ce n'est pas le parti qui est l'appareil dominant, mais l'armée à travers le Conseil suprême de la Révolutionnaire constitué au putsch du premier novembre 1976 et composé de 30 officiers tutsi. Gangrené par l'ethnisme, le parti UPRONA désignera lors de son premier congrès national tenu du 26 au 29 décembre 1979 un comité central ethnique (4 hutu pour 44 tutsi). Le Major P. Buyoya, venu au pouvoir par coup d'Etat le 3 septembre 1987, dissout l'Assemblée nationale, suspend la constitution de 1981 et démet le gouvernement. Il s'appuie lui aussi sur l'armée. Le Comité Militaire de Salut National formé de 31 officiers, tous tutsi. Ce n'est que suite aux pressions consécutives aux massacres de Ntega et Marangara, à la chute du mur de Berlin et à ce qui est conventionnellement appelé le « vent de l'Est », suite également aux décisions du sommet franco-africain de la Baule en 1989 que bien malgré lui, le Major P. Buyoya accepte le multipartisme, en espérant se maintenir au pouvoir. Tout au long de la période du monopartisme, le parti Uprona apparaît comme le relais idéologique de l'égitimation d'un pouvoir présidentiel militaire. Il a adopté les pratiques des partis totalitaires : interdiction de toute opposition, suppression de la liberté de la presse, embrigadement du mouvement de la jeunesse, contrôle strict du syndicalisme, emprisonnement, exil ou assassinat des dirigeants de l'opposition, pratique du racisme à travers la discrimination ethnique et le génocide des Hutu. La défaite de 1993 et le retour de la volonté populaire. La Constitution votée le 9 mars 1992 par référendum consacrait, le retour au pluralisme politique. Elle disposait en son article 53 : « Le multipartisme est reconnu en République du Burundi ». Le 15 avril 1992 fut promulgué le décret-loi sur les partis politiques. Aux élections présidentielles du 1er juin 1993, le candidat de l'Uprona, le Major Pierre Buyoya obtient 32% contre 65% pour M. Ndadaye du FRODEBU. Aux législatives du 29 juin, l'Uprona a 21, 48% soit 26 sièges contre 65 pour le FRODEBU. Le parti UPRONA et son oligarchie politico-militaire ne vont pas accepter la défaite. Dans la nuit du 20 au 21 octobre 1993 un coup d'Etat militaire est opposé contre le pouvoir du Président Ndadaye, investi le 10 juillet 1993. Selon les putschistes, toutes les unités de l'armée et de la gendarmerie sont coalisées pour déposer le pouvoir en place. Beaucoup de militants de l'Uprona seront cités dans plusieurs rapports. Ngeze Francois, membre de l'Uprona et ancien ministre de l'intérieur du major Buyoya et marionnette de cette armée désignent à la place du Président de la République. Ce crime a démontré que l'esprit de fair play politique n'était pas établi dans le pays. Avec une armée politisée, jouissant de nombreux privilèges, responsable de plusieurs crimes, et habituée à la violence et l'impunité, il aurait fallu une sérieuse comparaison des esprits, mais cela, P. Buyoya l'a refusé parce qu'il refusait le changement. En l'absence d'une réaction internationale à la hauteur de la gravité des événements, le putsch sanglant fut légalisé à travers la convention de gouvernement du 10 septembre 1994, signée par les 11 formations politiques agrégées avant les élections, plus l'ABASA enregistré le 9 juillet 1993. Le FRODEBU mobilisait les forces de changement démocratique (FCD) tandis que l'UPRONA fédérait autour de lui les partis de l'opposition (CPPO). Par la convention la constitution fut amputée, les décisions du Président furent subordonnées à un conseil national de sécurité dominé par des officiers putschistes : « Le conseil national de sécurité délibère sur les actes de portée politique du Président de la République » (Article 16 de la convention). Et le pouvoir fut nominativement partagé entre la majorité et l'opposition. La victoire de juin 1993 n'était pas complétée parce que le vainqueur n'avait pas les moyens de garantir l'effectivité de son gouvernement. Il lui manquait des forces de défense et de sécurité, ce qui explique la reprise du pouvoir par les militaires et l'oligarchie de l'Uprona. Dès lors également le nécessaire pour les démocrates de donner aux bonnes lois de bonnes armes, c'est-à-dire de constituer des forces pour la défense de la démocratie. C'est cela que Léonard NYANGOMA et ses compagnons se sont attelés en fondant, le 24 septembre 1994, le Conseil National pour la Défense de la Démocratie-CNDD., avec sa branche armée, les Forces de Défense de la Démocratie (FDD). Le 25 juillet 1996, le major P. Buyoya mit fin à la convention en renversant le Président Ntibantunganya et en radicalisant le combat contre les FDD. Il forçait un partenariat signé le 6 juin 1998 avec l'Assemblée nationale, seule institution encore légitime pour se donner une face présentable. Tout au long de la lutte, les forces antidémocratiques ont tout fait pour diviser le CNDD et l'affaiblir, en fomentant des scissions en son sein. C'est ainsi qu'interviendra une mutinerie du chef d'Etat-major des FDD en mai 1998, suivie d'une autre scission le 16 octobre 2001. C'est cette dernière scission qui donna naissance au parti CNDD-FDD, vainqueur aux élections de 2005. Malgré cela le combat du CNDD avait forcé le putschisme à négocier le retour des institutions démocratiques, notamment à travers l'Accord d'Arusha du 28 août 2001. Le gouvernement de transition mis en place suite à l'Accord d'Arusha fut dominé par le FRODEBU et l'UPRONA, ensuite par le CNDD-FDD. L'Uprona depuis les élections de 2005 : un parti collabo tentant de masquer son passif historique. Lors des élections de 2005, seuls cinq partis sur les 35 reconnus officiellement ont pu avoir des sièges à l'Assemblée Nationale : l'Uprona s'est classé comme troisième force politique après le CNDD-FDD, et le FRODEBU. suivi par le CNDD et le MRC. Par application de la constitution et de l'accord d'Arusha, il a eu la latitude de choisir le premier Vice-Président de la République et quelques portefeuilles ministériels. Après la supercherie des élections communales de 2010 par le CNDD-FDD, l'Uprona a d'abord reconnu et condamné les fraudes et retiré sa candidature.

présidence de la République. Par ailleurs, au lieu de suivre la résistance avec les autres partis regroupés dans la l'AD
IKIBIRI, coalition pour l'opposition, l'Uprona a choisi d'aller collaborer avec le CNDD-FDD. Sa responsabilité est e
dans les massacres en cours et dans la gestion catastrophique du pouvoir actuel. Que reste-t-il de l'Uprona 50 ans sa
victoire ? De l'Uprona de Rwagasore, il ne reste qu'une carcasse ou une coquille vide. Le programme rassembleur s'e
volatilisé juste après son assassinat. Depuis 1966, L'Uprona s'est toujours appuyé sur l'armée, la police et la
nationale pour imposer sa dictature au peuple Burundais. Après s'être longtemps présenté comme le champion et le
rempart des Tutsi, il a perdu ce statut avec la naissance d'autres leaders Tutsi moins crispés sur la donne ethnique et
pouvant rassembler Hutu et Tutsi sans aucun complexe. Fissuré en tendances hostiles, l'Uprona, qui n'a jamais fait
preuve de repentir, s'est fait le complice inconditionnel du pouvoir CNDD-FDD. Et l'ombre d'un homme plane au-dessus
de lui : celle de P. Buyoya. En effet le major Buyoya n'est pas parti de l'Uprona. Il est actuellement le vrai patron de
l'Uprona. On l'a vu d'abord parler de négociations, après l'escroquerie politique des élections de 2010. Il s'est
proposé comme médiateur. Par après, il est allé négocier la collaboration avec le CNDD-FDD. En échange il a obtenu
choix propre du vice-président et il a placé son homme, Ténence Sinunguruzi. Il a aussi obtenu l'abandon d'enquêtes
de poursuites judiciaires sur les dossiers sombres de son époque, notamment sur les massacres de Ntega et
Marangara, sur la mort de Ndadaye, et d'autres disparitions miraculeuses, à la Pinochet de civils et d'officiers tutsi.
Finalement, à l'Uprona, il ne reste que la voix du Major, puisque c'est lui qui fait les arrangements de l'Uprona avec
CNDD-FDD, sous le masque de Niyoyankana. À Passifs et obligations Il n'est plus un secret pour personne que le prince
Louis Rwagasore a été assassiné avec la bénédiction du pouvoir belge de l'époque. Depuis lors l'Uprona ne
jamais remis, et n'a jamais demandé les vrais comptes à l'ancienne puissance colonisatrice. La Belgique n'a jam
demandé pardon au peuple Burundais. La famille du prince Louis Rwagasore n'a pas été indemnisée. L'une des
indemnisations que le peuple Burundais attend de la Belgique est le soutien effectif et scientifique à la démocratie.
Continuer à soutenir le pouvoir UPRONA- CNDD-FDD c'est continuer à perpétuer la crise consécutive de l'assassinat
prince Louis Rwagasore dont les Burundais ont souffert et continuent de souffrir. L'Uprona porte une responsabilité
historique dans les défigurations et souffrances atroces qu'a connues le Burundi. Les upronistes, surtout les plus jeunes
qui veulent la démocratie et le changement, tout en restant fidèles à l'idéal de notre héros national, devraient opérer
muer au lieu de chercher un otayage du côté du CNDD-FDD. Ils doivent condamner clairement les crimes de l'Uprona,
créer un nouveau parti politique ou adhérer au parti du lendemain démocratique. Sinon, ils devront inévitablement
endosser le passif dont ils se seront volontairement constitués les héritiers. Les Burundais ne sont pas dupes des prières
de Pierre Nkurunziza. A l'époque de la colonisation, le pouvoir les chicotait et leur faisait payer l'impôt sur la personne
physique, même pour les misérables, mais le pouvoir ne les tuait pas. Aujourd'hui, le CNDD-FDD a remplacé la chicotte
par un génocide à compte goutte des membres de l'opposition et en premier, du FNL. Il a originaire la corruption, la
concussion et le clientélisme politiques en mode de gouvernement, et les burundais s'appauvrissent du jour au
lendemain. La justice est presque inexistante puisqu'elle est à la solde de la dictature de Nkurunziza. Quant à l'Uprona
joue le jeu de collaboration du PDC des années 1960. Ce que l'histoire attend des Burundais, c'est d'avoir le courage
se lever comme l'ont fait les peuples de la Roumanie, et du monde arabe pour se débarrasser des dictateurs du CNDD-
FDD et de ses alliés. Dans cette perspective, si rien ne change, l'Uprona sera du côté des feuilles mortes.